

Face au chaos organisé par Blanquer la FNEC FP-FO soutient les mobilisations pour les revendications

Contre les fermetures de classes et les suppressions de postes

Depuis plusieurs semaines, les mobilisations se multiplient devant les Inspections académiques et les rectorats pour demander les heures, les postes et porter l'ensemble des revendications urgentes des personnels.

L'état d' « urgence sanitaire », pour les personnels, c'est une dégradation sans précédent des conditions de travail : manque criant de remplaçants, hybridation des cours, protocoles inapplicables... La colère est encore montée d'un cran alors que plus de 600 millions d'euros ont été rendus par le ministre et que, partout, la rentrée 2021 s'annonce bien pire que les rentrées précédentes. Des milliers de classes sont menacées, 1800 postes sont supprimés dans le second degré, des centaines d'heures en moins, en particulier dans les lycées.

Pour le ministre, il s'agit de réduire les coûts au-delà de toute autre considération. Les réformes Blanquer montrent leur vrai visage. C'est le cas de la réforme du lycée qui, en mettant fin aux grilles horaires nationales, laisse aux établissements une plus grande marge de manœuvre pour économiser des heures d'enseignement. C'est aussi la mise en place des PIAL.

Pour l'abandon des PIAL : soutien aux rassemblements du 24 mars !

La mise en place des PIAL entraîne une mutualisation et donc une diminution de l'accompagnement apporté aux élèves en situation de handicap ou à besoins particuliers, les AESH sont ballotés entre plusieurs écoles ou établissements, les conditions de travail se dégradent pour tous, enseignants comme AESH, les casse-têtes deviennent permanents pour les directeurs. Des milliers d'élèves n'ont pas accès aux établissements sociaux et médico-sociaux faute de places en nombre suffisant.

En Haute-Loire, dans le Rhône, dans le Puy-de-Dôme les personnels AESH et enseignants sont appelés à se rassembler le 24 mars pour exiger ensemble l'abandon des PIAL, un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH. Une large intersyndicale (FNEC FP-FO, FSU, CGT Educ'action, SUD Education, SNALC, SNCL-FAEN) soutient ces mobilisations et appelle les AESH à faire entendre leurs revendications à l'occasion d'une journée de grève nationale le 8 avril.

Les revendications ne sont pas confinées !

Malgré les pressions multiples contre le droit de se réunir et de manifester, les personnels cherchent à résister. Des réunions et des AG se tiennent, elles décident parfois de constituer des comités de mobilisation, avec les syndicats, souvent avec les élus et les parents, pour construire le rapport de force. Dans des départements, les mobilisations ont permis de faire reculer les IA-DASEN et de revenir sur les suppressions.

Face à la détermination des personnels, le gouvernement tente d'empêcher toute expression des revendications. Les menaces sur le droit de se réunir et de manifester sont intolérables ! La FNEC FP-FO participera aux rassemblements du 20 mars, en région parisienne comme ailleurs, pour le retrait de la loi Sécurité Globale.

La FNEC FP-FO invite les personnels à poursuivre et amplifier les réunions syndicales, et décider des initiatives en direction des IA-DASEN, des recteurs et du ministre.